

...et si on s'inspirait de ce qui marche ailleurs ?

Stuttgart 21, ou comment sortir par le haut d'une opposition irréductible sur un projet d'infrastructure de transport

« Force du droit » contre « résistance citoyenne » : la dialectique en œuvre à Notre-Dame-des-Landes n'est pas nouvelle. Elle a déjà par le passé caractérisé les débats sur le projet de centrale nucléaire du Carnet ou l'extension du port de Nantes Saint-Nazaire à Donges-est, deux projets déclarés d'utilité publique avant d'être abandonnés sous la double pression des oppositions locales et des réalités budgétaires.

Alors que la situation à Notre-Dame-des-Landes semble dans l'impasse, c'est un autre exemple dont pourrait utilement s'inspirer le gouvernement : à Stuttgart, il y a deux ans, l'opposition au projet de nouvelle gare ferroviaire « Stuttgart 21 » aboutissait à un blocage, et à des affrontements violents. La nomination d'un médiateur a permis de sortir de la crise.

Stuttgart 21, un projet d'infrastructure de transport contesté sur le principe, bien que déclaré d'utilité publique

En 2010, les opposants au projet pointent son **obsolescence** : l'idée de gare souterraine a pris forme 22 ans auparavant (NDDL : 45 ans !), et la procédure de validation soumise au public (équivalent de l'enquête publique en France) date de 1997 : en 13 ans, arguent les opposants, la situation a changé (l'enquête publique sur NDDL date de 5 ans).

Le projet divise la classe politique locale, révélant **deux conceptions du développement ferroviaire** : alors que les partisans de la gare y voient la capacité de la ville à être mieux reliée aux réseaux national et européen, les opposants pointent l'absence de priorité donnée aux déplacements quotidiens, et le risque de voir le trafic régional pâtir de la concentration des investissements sur un projet à dimension nationale et internationale.

Stuttgart 21, un projet qui heurte les défenseurs de l'environnement et du patrimoine

Le projet ne soulève pas seulement une polémique liée à ses fonctionnalités en termes de transports publics : il devient rapidement un enjeu de querelles liées aux **questions urbaines**, de protection du **patrimoine** et de **cadre de vie**. Les opposants au projet contestent la disparition d'une aile de la gare historique et se révoltent contre la coupe programmée des arbres du Parc du château.

Stuttgart 21, objet d'une contestation citoyenne grandissante.

A partir de 2007, la contestation du projet se fait de plus en plus de plus en plus active : fin 2009, chaque lundi voit des manifestations se dérouler sur le site, et en septembre 2010, **à la veille des premiers travaux, 50 000 manifestants se réunissent à Stuttgart**. La foule rassemble des habitants de Stuttgart, soutenus par les Grünen qui participent à la manifestation via leurs leaders locaux et nationaux, des citoyens du quartier concerné par les travaux, très inquiets des effets du projet sur leur cadre de vie, ainsi que des altermondialistes, venus de divers pays européens, qui voient dans Stuttgart 21 le symbole d'un mode de développement qu'ils réfutent.

A l'issue de la manifestation, **des heurts d'une rare violence** en Allemagne opposent contestataires et policiers.

Stuttgart 21, ou le renouveau de la concertation

Devant une opinion publique extrêmement choquée des images de violence, le gouvernement régional, pilote du projet, annonce la **nomination d'un médiateur** : Heiner Geissler CDU, ancien ministre fédéral des Transports chrétien démocrate, est désigné. Sa compétence en matière ferroviaire, son indépendance d'esprit permettent de mettre tous les interlocuteurs autour de la table.

Le projet est entièrement remis à plat. Chacun est amené à se prononcer face au médiateur, qui fait des propositions de modifications significatives du projet initial : sa validation est soumise aux résultats d'un stress-test qui devra évaluer la capacité de fonctionnement du réseau, et notamment sa capacité à répondre à la demande croissante en transports publics de proximité.

Stuttgart 21, un exemple de choix citoyen

Si les travaux du médiateur concluent à la poursuite du projet, la contradiction demeure sur la question de son financement. **Le désaccord entre SPD et Grünen ne les empêche pas de remporter ensemble, pour la première fois depuis la guerre, le Land du Bade-Würtemberg**. Les sociaux-démocrates sont favorables, les écologistes opposés au projet. Ils inscrivent à leur programme régional l'organisation d'un référendum citoyen pour en décider.

Au final, et au bout d'une opération de démocratie directe inédite en Allemagne, les habitants du Bade-Würtemberg votent à 58 % en faveur du projet de gare ferroviaire.

“Le processus de conciliation est un signal clair. Cela signifie la fin, en Allemagne, des décisions autoritaires venues d'en haut.”

Heiner Geissler, médiateur dans le conflit Stuttgart 21